



# RAPPORT ANNUEL 2016

sur le prix et la qualité  
du service public  
d'assainissement

# Préambule

Conformément au décret n°2007-675 du 2 mai 2007 pris pour application de l'article L2224-5 et modifiant les annexes V et VI du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent document constitue le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement dont est en charge la communauté de communes des Collines du Léman.

L'arrêté du 2 décembre 2013 complète le décret précédent en introduisant une sélection d'indicateurs permet l'évaluation de l'inscription des services d'assainissement dans une stratégie de développement durable.

Le rapport annuel contient le détail des données et des calculs à partir desquels les indicateurs peuvent être renseignés.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1<sup>ère</sup> PARTIE – SERVICE PUBLIC D’ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....</b>                               | <b>4</b>  |
| <b>1. Généralités.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>2. Pouvoir de police spéciale .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>3. Présentation du service .....</b>   | <b>5</b>  |
| 3.1 - Organisation .....  | 5         |
| 3.2 - Fonctionnement.....   | 5         |
| 3.3 – Bilan des activités 2016 .....  | 6         |
| <b>4. Indicateurs descriptifs du service.....</b>   | <b>9</b>  |
| 4.1 - Linéaires de réseaux .....  | 9         |
| 4.2 - Ouvrages d’épuration.....   | 10        |
| 4.3 - Autres ouvrages.....  | 10        |
| 4.4 - Nombre d’abonnés et volumes .....   | 11        |
| 4.5 – Taux de desserte, nombres d’abonnés et d’habitants desservis par un réseau de<br>collecte .....         | 13        |
| 4.6 - Autorisations de déversement des effluents industriels.....   | 14        |
| <b>5. Indicateurs de performance.....</b>   | <b>14</b> |
| 5.1 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux<br>usées.....        | 14        |
| 5.2 - Nombre de points de réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de<br>curage .....      | 14        |
| 5.3 - Taux de débordement chez les usagers .....  | 14        |
| 5.4 - Taux moyen de renouvellement des réseaux.....   | 14        |
| 5.5 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des<br>eaux usées ..... | 15        |
| 5.6 - Taux de réclamations.....   | 15        |
| <b>6. Indicateurs financiers .....</b>  | <b>15</b> |
| 6.1 - Prix du service .....   | 15        |
| 6.2 – Autres tarifs.....  | 16        |
| 6.3 – Recettes d’exploitation .....   | 17        |
| 6.4 – Financement des investissements .....   | 17        |
| 6.5 - Etat de la dette de la collectivité.....  | 17        |
| 6.6 - Reversement .....   | 18        |
| 6.7 - Montant des impayés sur les factures d’eau de l’année précédente .....                                  | 19        |
| 6.8 - Compte administratif 2016 .....   | 19        |
| <b>2<sup>ÈME</sup> PARTIE : SERVICE PUBLIC D’ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>                           | <b>20</b> |
| <b>1. - Indicateurs descriptifs du service.....</b>   | <b>20</b> |
| 1.1- Nombre d’habitants desservis par le service, nombre d’abonnés et volumes.....                            | 20        |
| 1.2 - Nombre d’abonnés contrôlés en 2016 .....  | 20        |
| 1.3 - Mise en œuvre de l’assainissement non collectif .....   | 21        |
| 1.4 – Conformité du SPANC avec objectifs réglementaires.....  | 21        |
| <b>2. Indicateurs de performance.....</b>   | <b>22</b> |
| 2.1 - Taux de conformité des dispositifs d’assainissement non collectif contrôlés en 2016 ..22                |           |
| <b>3. Indicateurs financiers .....</b>  | <b>22</b> |
| 3.1 – Prix du service .....   | 22        |
| 3.2 – Recettes d’exploitation .....   | 22        |
| 3.3 - Compte administratif 2016 .....   | 22        |

## ANNEXES

# **1<sup>ère</sup> PARTIE – SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

## **1. Généralités**

Dans le cadre de ses compétences statutaires, la communauté de communes des Collines du Léman gère les services publics d'assainissement collectif et non collectif sur les 7 communes de son territoire, à savoir Allinges, Armoy, Cervens, Draillant, Le Lyaud, Orcier et Perrignier.

L'assainissement collectif recouvre :

- la collecte,
- le transport,
- et le traitement des eaux usées.

Pour le traitement des eaux usées, la communauté de communes transfère les effluents au SERTE (syndicat mixte d'épuration des régions de Thonon les Bains et d'Evian les Bains) qui a en charge la gestion de la station d'épuration de Thonon-les-Bains, située sur la zone industrielle de Vongy.

Avant déversement dans la station d'épuration du SERTE, la totalité des eaux usées transite par les réseaux de la commune de Thonon-les-Bains en vertu d'une convention en date du 5 décembre 2002.

Une partie des eaux usées provenant de la communauté de communes des Collines du Léman transite dans les réseaux exploités par la communauté de communes du Bas Chablais en vertu d'une convention en date du 12 mai 2003.

Le service assainissement (collectif et non collectif) fonctionne en gestion directe, sous forme de régie simple, ne bénéficiant ni de la personnalité morale, ni de l'autonomie financière. Il est donc soumis au régime des SPIC (service public à caractère industriel et commercial), avec obligation d'un budget indépendant annexé au budget principal.

Le service d'assainissement fonctionne en collaboration avec les services généraux de la communauté de communes des Collines du Léman :

- le service finances assure l'exécution des marchés publics, l'édition des titres de recette et des mandats de paiement et les relations avec le trésorier payeur,
- le service ressources humaines assure la gestion du personnel.

La communauté de communes ne disposant pas de la compétence eau potable, l'édition des rôles d'eau, l'impression des factures, portant mention des redevances d'assainissement et le recouvrement des sommes correspondantes sont assurées par le SIEM (Syndicat Intercommunal des Eaux des Moises) pour les communes d'Allinges, d'Armoy, Cervens, Draillant, Perrignier et Orcier et par la commune de Le Lyaud pour son propre compte.

Les modalités administratives et financières de cette collaboration sont définies par une convention signée avec le SIEM le 4 novembre 2009 et une convention entre la commune de Le Lyaud et la communauté de communes signée le 17 septembre 2009.

## **2. Pouvoir de police spéciale**

L'article 63 de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales a modifié les modalités de transfert des pouvoirs de police spéciales des maires au président d'EPCI dans certains domaines de compétences transférés.

Ainsi, l'article L 5211-9-2 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales), qui a été modifié par la loi, dispose :

« Sans préjudice de l'article L. 2212-2, du présent code et par dérogation à l'article L. 1311-2 et au deuxième alinéa de l'article L. 1331-1 du code de la santé publique lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'assainissement, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité. »

Pour l'assainissement, le pouvoir de police spécial transféré concerne spécifiquement l'établissement du règlement d'assainissement collectif, l'établissement du règlement d'assainissement non collectif et la prise ou le retrait des arrêtés des autorisations de déversement d'effluents non domestiques

Depuis 1er décembre 2011, aucun maire ne s'étant opposé au transfert, le Président de la communauté de communes a la compétence pour réglementer les services publics d'assainissement.

Les Maires des communes conservent toujours leurs compétences de police municipale.

## **3. Présentation du service**

### **3.1 - Organisation**

Comme tous les autres services de la communauté de communes, le service assainissement est sous la responsabilité du Président. Pour l'accompagner dans ses décisions, un vice-président et une commission composée de représentant(s) de chaque commune sont chargés de suivre l'activité du service assainissement, d'émettre des avis sur les décisions à prendre et de faire toute proposition utile en vue des délibérations du conseil communautaire.

Au niveau des services, sous l'autorité de la directrice des services techniques, le service assainissement se compose fin 2016 de :

- ⇒ une responsable du service Assainissement
- ⇒ une assistante en charge de l'accueil et du secrétariat des services techniques
- ⇒ deux techniciens en charge des contrôles d'assainissement collectif et non collectif et de l'entretien des équipements liés aux réseaux.

### **3.2 - Fonctionnement**

Suite à plusieurs réorganisations, le service assainissement en 2016 a mis en place :

- ⇒ des documents types réactualisés tels que certificats de contrôle, avis sur documents d'urbanisme, réponses aux Demandes de Renseignements, DICT,
- ⇒ l'utilisation systématique du logiciel de gestion des abonnés SAGA, comme base de données informatisée et outil d'édition des documents types,

- ⇒ la mise à jour des données sous un Système d'Information Géographique (Arcview 9), en relation avec un prestataire, le cabinet InfoSIG,
- ⇒ le suivi technique et financier des marchés, chantiers et campagnes de contrôles,
- ⇒ l'utilisation du logiciel de DAO Autocad et de l'application métier CoVadis, pour l'élaboration et le chiffrage des projets d'assainissement.

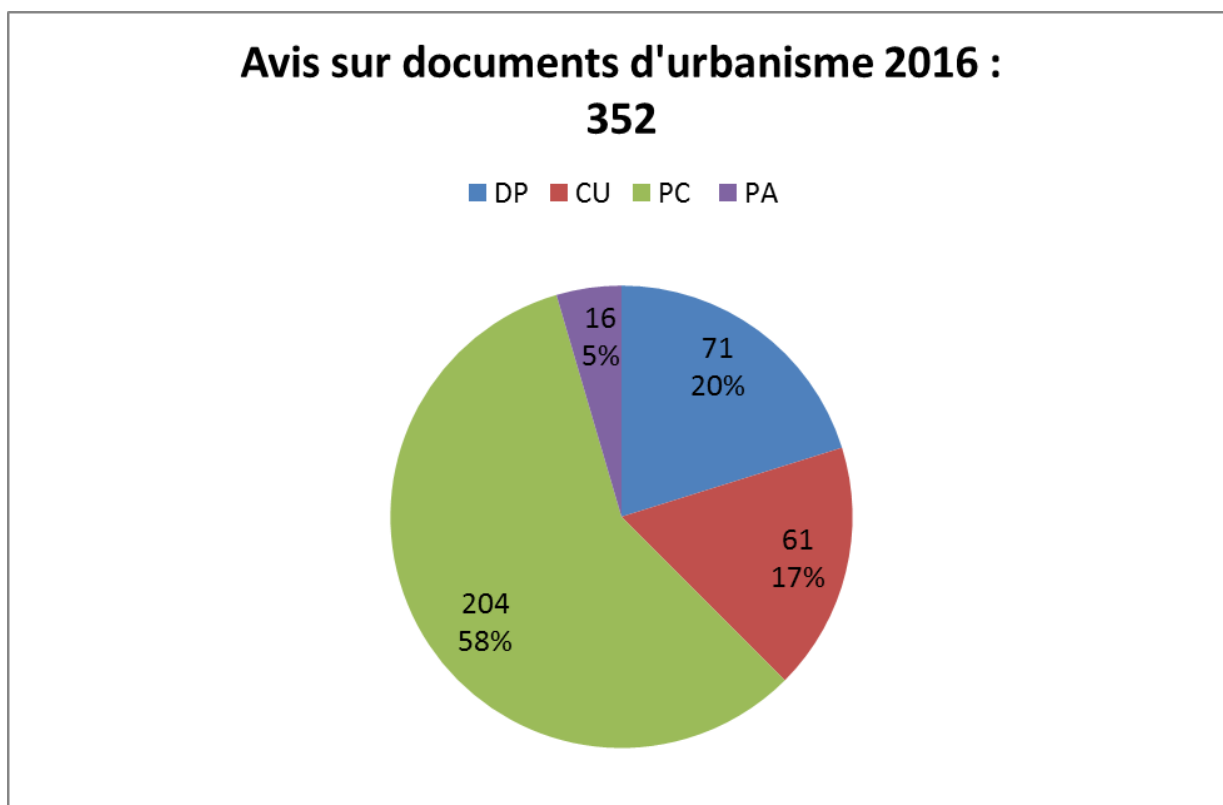
### **3.3 – Bilan des activités 2016**

#### **3.3.1 - Avis sur documents d'urbanisme**

Le service émet des avis sur l'assainissement joints aux arrêtés de construire et de lotir, ainsi qu'aux certificats d'urbanisme et déclarations de travaux. Pour l'année 2016, 352 avis sur documents d'urbanisme ont été émis par le service (contre 269 en 2015).

Le nombre par type de dossiers instruits et l'évolution depuis 2011 sont les suivants :

|                                  | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | % 2016-2015 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|-------------|
| Avis sur permis de construire    | 163  | 165  | 71   | 84   | 140  | 204  | 46%         |
| Avis sur permis d'aménager       | 8    | 4    | 10   | 12   | 17   | 16   | -6%         |
| Avis sur certificats d'urbanisme | 84   | 47   | 63   | 56   | 77   | 61   | -21%        |
| Avis sur déclaration préalable   | 18   | 18   | 15   | 35   | 35   | 71   | 103%        |



De plus, 303 **réponses à des demandes de renseignements** ont été fournies par les services (346 en 2015), parmi lesquelles :

- 53 réponses à des notaires dans le cadre de vente d'un bien immobilier
- 223 réponses à des DICT
- 7 réponses à des demandes de renseignements diverses
- 20 réponses à des réclamations sur facture/rapport

### 3.3.2 - Contrôles en assainissement collectif

Tous les nouveaux raccordements, des habitations neuves ou existantes, sont contrôlés et font l'objet d'un certificat de branchement. Ces contrôles consistent en la vérification du respect des prescriptions techniques imposées par la communauté de communes : diamètre, pente, nature des canalisations, présence des regards, suppression des éléments de prétraitement et traitement, étanchéité du branchement.

Sont également contrôlées les habitations faisant l'objet d'une demande de mise aux normes. Les contrôles permettent alors de dresser un diagnostic de l'installation d'assainissement et d'en demander le cas échéant des améliorations.

Enfin, préalablement à la pose d'un réseau d'assainissement neuf par la communauté de communes, toutes les habitations raccordables au futur réseau sont contrôlées.

Chaque contrôle donne lieu à l'édition d'un certificat transmis au propriétaire de l'habitation contrôlée.

Le tableau ci-après présente la répartition par communes des différents contrôles réalisés en 2016.

|  | ALLINGES   | ARMOY     | CERVENES | DRAILLANT | LE LYAUD | ORCIER    | PERRIGNIER | TOTAL      |
|--|------------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|------------|------------|
| Diagnostic avant-vente                   | 14         | 0         | 2        | 2         | 2        | 0         | 2          | 22         |
| Diagnostic avant travaux                 | 3          | 0         | 0        | 0         | 0        | 0         | 19         | 22         |
| Diagnostic pour réclamation ou problème  | 71         | 0         | 0        | 0         | 0        | 0         | 0          | 71         |
| Conformité raccordement maison existante | 6          | 10        | 0        | 0         | 1        | 27        | 20         | 64         |
| Conformité raccordement maison neuve     | 22         | 4         | 5        | 7         | 2        | 19        | 4          | 63         |
| Conformité lotissement                   | 3          | 1         | 0        | 0         | 0        | 1         | 0          | 5          |
| Conformité piscine                       | 0          | 0         | 0        | 0         | 1        | 0         | 0          | 1          |
| <b>TOTAL CONTROLES 2015</b>              | <b>119</b> | <b>15</b> | <b>7</b> | <b>9</b>  | <b>6</b> | <b>47</b> | <b>45</b>  | <b>248</b> |
| <i>RAPPEL CONTROLES 2015</i>             | 54         | 27        | 6        | 4         | 20       | 70        | 22         | 203        |
| <i>RAPPEL CONTROLES 2014</i>             | 81         | 7         | 5        | 8         | 13       | 11        | 27         | 152        |

Le nombre de contrôles en assainissement collectif est en hausse par rapport à 2015 (+22%).

### 3.3.3 - Travaux

#### I. Programmation pluriannuelle

Suite à l'étude de zonage d'assainissement, le conseil communautaire a adopté un schéma directeur dans sa délibération du 26 octobre 2006. Celle-ci constitue la ligne directrice des investissements engagés annuellement, sous réserve de l'obtention des subventions de la part des financeurs (Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, SMDEA 74 et DETR (l'Etat)).

Le schéma directeur 2006 n'ayant pas fait l'objet d'une programmation au sens strict, la Commission assainissement du 13 décembre 2012 a décidé de lancer un travail prospectif auprès des maires de chaque commune afin de valider au début de l'année 2013 une programmation pluriannuelle chiffrée pour la période 2014-2021 intégrant :

- ⇒ Les priorités des communes,
- ⇒ Les enjeux environnementaux
- ⇒ les capacités financières de la collectivité
- ⇒ les différentes contraintes techniques des projets.

Une programmation pluriannuelle 2014-2021 a été approuvée par le conseil communautaire du 25 mars 2013.

Cette programmation a pour objectifs :

- une prévision financière plus fine des investissements
- une meilleure coordination avec les travaux réalisés sur les autres réseaux
- une information plus fiable de la population sur les travaux qui seront réalisés.

Celle-ci comprendra les réseaux structurants identifiés ainsi qu'une enveloppe annuelle de 100 k€ consacrée à des interventions ponctuelles et des extensions limitées de réseau qui permettront d'accompagner le développement urbanistique des communes.

En 2016, des travaux ont été réalisés :

- Création de deux antennes clos de l'Ermitage et clos des Muriers sur la commune d'Armoy : travaux conventionnés avec les particuliers (voie privée) pose de 465ml et raccordement de 27 habitations pour un montant de 148 000€ HT,
- Mise en séparatif de la route de la Glière sur la commune du Lyaud : pose de 1200ml de réseau pour le raccordement d'une cinquantaine d'habitations pour un montant total de 619 000 € HT.
- Création d'un réseau sur le secteur de la Dinière à Cervens : pose de 276ml pour un montant de 45 800 € HT
- Création d'un réseau d'assainissement sur le secteur de la Poya à Perrignier : pose d'un réseau d'assainissement avec poste de refoulement pour un montant de 65 500 € HT.

De plus, en 2016, une étude a été lancée sur le bassin versant du PR du Moulin pour la réduction des eaux claires parasites.

Le tableau en annexe 1 montre l'avancement des travaux engagés au cours des dernières années.



## II. Bilan marché à bons de commande « petits travaux »

Le tableau figurant en annexe 2 présente le bilan des travaux réalisés en 2016 dans le cadre du marché à bons de commande « petits travaux » dont est titulaire l'entreprise Bel et Morand depuis le 15/01/2013.

En 2016, une somme de **93 178,10 € HT** a été consacrée à ce marché à bons de commande « petits travaux », en hausse par rapport à 2015 (61 703,88 € HT).

## 4. Indicateurs descriptifs du service

### 4.1 - Linéaires de réseaux

Le tableau suivant détaille les linéaires de réseaux en fonction de leur exutoire.

| Réseaux               | Linéaire (kms)<br>calculés |                           |
|-----------------------|----------------------------|---------------------------|
|                       | 2015                       | 2016                      |
| Séparatif gravitaire  | 85,01                      | 87,25                     |
| Séparatif refoulement | 2,70                       | 2,77                      |
| Unitaires             | 14,08                      | 14,08                     |
| Unitaires vers DO     | 9,06                       | 8,58                      |
| <b>Total</b>          | <b>Environ 110,85 kms</b>  | <b>Environ 112,68 kms</b> |

## **4.2 - Ouvrages d'épuration**

Depuis la déconnection de la lagune de Cervens en 2009, il n'existe aucun ouvrage d'épuration sur le territoire de la communauté de communes.

Les effluents du réseau des Collines du Léman sont traités par la station d'épuration de Thonon, dépendante du SERTE (Syndicat d'Épuration des Régions de Thonon et d'Evian) auquel adhèrent seulement : la Ville de Thonon, la CC du Pays d'Evian et la CC du Bas-Chablais (pour Anthy et Margencel).

La CC des Collines du Léman n'est pas adhérente au SERTE et ne dispose plus de convention de prestation de service avec le SERTE depuis le 31 décembre 2005. (voir 6.6.1)

## **4.3 - Autres ouvrages**

### *a. Postes de refoulement*

La communauté de communes exploite 12 postes de relevage localisés sur les communes suivantes :

- le poste des Blaves (Le Lyaud)
- le poste de Chantrollet (Le Lyaud)
- le poste de Trossy (Le Lyaud)
- le poste de la Tuilerie (Perrignier)
- le poste du Moulin (Margencel)
- le poste de la Grange Allard (Allinges)
- les 3 postes des Grands Champs (Orcier)
- le poste du hameau de l'Ermitage (Armoy)
- le poste du Villard (Perrignier)
- le poste de la Poya (Perrignier)

Le plan figurant en annexe 3 présente la localisation de ces ouvrages.

Le poste de refoulement du Moulin constitue un nœud important du réseau intercommunal puisqu'il transfère vers la station d'épuration de Thonon les Bains tous les effluents de Perrignier, une partie de ceux d'Allinges (Commelinges et Mésinges) et de Draillant (chef-lieu) et ceux de Cervens.

Ce poste est composé de 3 groupes électropompes présentant les caractéristiques suivantes :

- ⇒ Débit : 63 m<sup>3</sup>/h
- ⇒ HMT : 27 mètres
- ⇒ Puissance : 14 kW
- ⇒ Vitesse : 1450 tr/mm
- ⇒ Roue : monocanal
- ⇒ Section : 80 mm
- ⇒ Rendement 30%

Le poste dispose d'un groupe électrogène de 40 kVA.

En 2015, des travaux d'amélioration du PR du Moulin ont été entrepris conjointement avec la Communauté de Communes du Bas Chablais. Celle-ci, en concertation avec la CCCL, a augmenté la capacité des canalisations en aval du poste permettant un passage en marche simultanée des pompes de relevage.

Le volume total pompé pour l'année 2016 est d'environ **315 338 m<sup>3</sup>** soit une hausse de l'ordre de **+14%** par rapport au volume total 2015.

En vertu de la convention signée avec la communauté de communes du Bas-Chablais le 12 mai 2003, il est prévu que la venue d'Eaux Claires Parasites (ECP) dans le réseau du Bas-Chablais soit limitée à 200% du volume des effluents assujettis à la redevance d'assainissement collectif.

Les volumes d'eaux usées strictes transférés au poste du Moulin s'élèvent à 167 489 m<sup>3</sup> pour l'année 2016. L'estimation des ECP pour 2016 s'élevant donc à 147 849 m<sup>3</sup> soit près de 88% des effluents assujettis à la redevance, les termes de la convention sont bien respectés.

#### *b. Déversoirs d'orage (DO)*

Le réseau de la communauté de communes exploite 5 déversoirs d'orage qui ont permis de raccorder sur la station du SERTE plusieurs parties du territoire desservies par des réseaux d'assainissement unitaires.

- déversoir de Commelinges (Allinges)
- déversoir de Mâcheron/Châteauvieux (Allinges)
- déversoir de la Voie Borgne (Allinges)
- déversoir de la porcherie (chef-lieu de le Lyaud)
- déversoir d'orage HLM (chef-lieu de Perrignier)

Le plan figurant en annexe 3 présente la localisation de ces ouvrages.

Le tableau suivant montre la charge polluante estimée que reçoit chaque déversoir d'orage du territoire.

|                                  | Allinges | Le Lyaud | Perrignier | <b>Total<br/>(eq-hab)</b> |
|----------------------------------|----------|----------|------------|---------------------------|
| DO Commelinges                   | 720      |          |            | <b>720</b>                |
| DO de la voie borgne (chef-lieu) | 522      |          |            | <b>522</b>                |
| DO Mâcheron/Châteauvieux         | 705      |          |            | <b>705</b>                |
| DO HLM- Perrignier               |          |          | 306        | <b>306</b>                |
| DO porcherie (le Lyaud)          |          | 1221     |            | <b>1221</b>               |

#### **4.4 - Nombre d'abonnés et volumes**

Les tableaux suivants montrent le nombre d'abonnés ainsi que les volumes d'eau potable consommée par commune sur l'année 2016, en fonction du type de service rendu (y compris assainissement autonome).

A noter que les abonnés dits en « redevance majorée » sont des abonnés raccordables au réseau d'assainissement collectif mais non raccordés dans le délai réglementaire de 2 ans.

| <b>Abonnés</b>           | Allinges     | Armoy        | Cervens      | Draillant    | Le Lyaud*    | Orcier*      | Perrignier   | Total        | % 2015-2016 |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| <b>Séparatif</b>         | 1 233        | 175          | 441          | 136          | 451          | 145          | 553          | <b>3 134</b> | 2,42%       |
| <b>Unitaire</b>          | 254          | 7            | 0            | 103          | 0            | 76           | 85           | <b>525</b>   | -0,19%      |
| <b>Autonome</b>          | 142          | 334          | 2            | 101          | 209          | 187          | 75           | <b>1 050</b> | 0,96%       |
| <b>Redevance majorée</b> | 15           | 9            | 1            | 1            | 3            | 4            | 7            | <b>40</b>    | 2,56%       |
| <b>Total redevables</b>  | 1 644        | 525          | 444          | 341          | 663          | 412          | 720          | <b>4 749</b> | 1,80%       |
| <b>Exonérés</b>          | 37           | 21           | 14           | 34           | 17           | 18           | 30           | <b>171</b>   | -2,84%      |
| <b>Total compteurs</b>   | <b>1 681</b> | <b>546</b>   | <b>458</b>   | <b>375</b>   | <b>680</b>   | <b>430</b>   | <b>750</b>   | <b>4 920</b> | 1,63%       |
| <b>% 2015-2016</b>       | <b>1,39%</b> | <b>1,68%</b> | <b>1,78%</b> | <b>6,84%</b> | <b>0,00%</b> | <b>0,00%</b> | <b>2,04%</b> | <b>1,63%</b> |             |

\*Les valeurs de Le Lyaud et Orcier sont les données de 2015

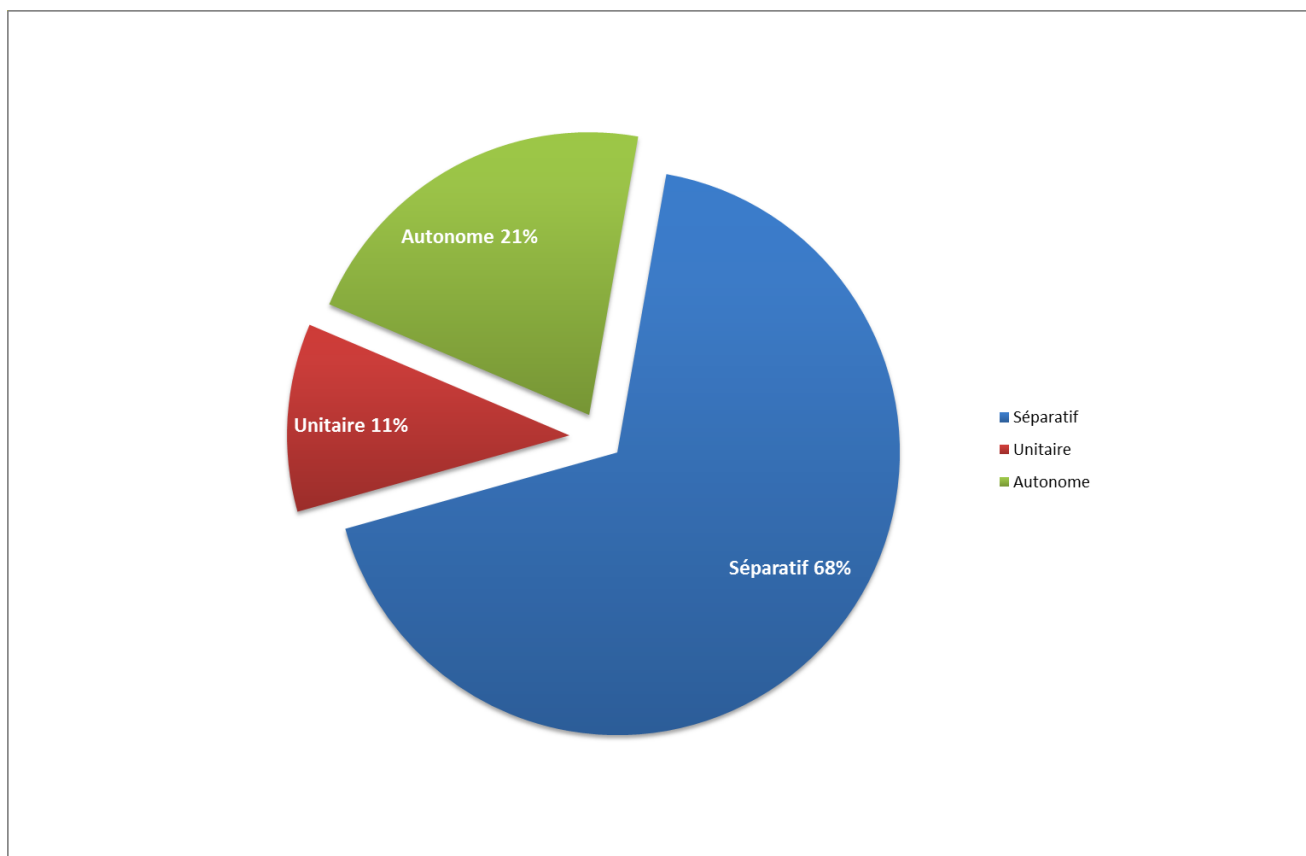
| <b>Volumes</b>           | Allinges     | Armoy         | Cervens        | Draillant    | Le Lyaud*    | Orcier*      | Perrignier    | Total          | % 2015-2016 |
|--------------------------|--------------|---------------|----------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|-------------|
| <b>Séparatif</b>         | 140 113      | 21 711        | 44 075         | 13 133       | 42084,5      | 18 092       | 65 217        | <b>344 426</b> | -2,53%      |
| <b>Unitaire</b>          | 27 774       | 1 385         | 0              | 11 543       | 0            | 5 323        | 8 538         | <b>54 563</b>  | -6,53%      |
| <b>Autonome</b>          | 16 729       | 33 680        | 831            | 10367        | 20 081       | 18 631       | 8 149         | <b>108 468</b> | -0,89%      |
| <b>Redevance majorée</b> | 1 905        | 793           | 100            | 0            | 108          | 31           | 470           | <b>3 407</b>   | 27,36%      |
| <b>Volume assujettis</b> | 186 521      | 57 569        | 45 006         | 35 043       | 62 274       | 42 077       | 82 374        | <b>510 864</b> | -2,48%      |
| <b>Volumes exonérés</b>  | 14 312       | 2 912         | 7 358          | 1 624        | 4 820,50     | 626          | 4 089         | <b>35 742</b>  | -0,03%      |
| <b>Total volumes</b>     | 200 833      | 60 481        | 52 364         | 36 667       | 67 094       | 42 703       | 86 463        | <b>546 605</b> | -2,32%      |
| <b>% 2015-2016</b>       | <b>2,59%</b> | <b>-1,24%</b> | <b>-13,97%</b> | <b>1,02%</b> | <b>0,00%</b> | <b>0,00%</b> | <b>-9,59%</b> | <b>-2,32%</b>  |             |

\*Les valeurs de Le Lyaud et Orcier sont les données de 2015

Ces valeurs donnent une consommation moyenne annuelle par abonné de **107,6 m<sup>3</sup>**, en **baisse (- 4.2%) par rapport à 2015 (112,3 m<sup>3</sup>)**.

Le nombre d'abonnés redevables est en augmentation de **+1,8%** entre 2015 et 2016.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des volumes assujettis à la redevance en fonction du type de service rendu.



#### **4.5 – Taux de desserte, nombres d’abonnés et d’habitants desservis par un réseau de collecte**

Conformément au tableau du paragraphe 4.4 ci-dessus, le nombre d’abonnés desservis par un réseau de collecte, que celui-ci soit raccordé à une station de traitement (tarif dit « séparatif » ou redevance majorée) ou non raccordé à une station (tarif dit « unitaire »), est de **3 699 abonnés soit environ 9 248 habitants** (sur la base d’un ratio moyen de 2.5 habitants par abonnement constaté sur le territoire).

**Le taux de desserte** correspond au pourcentage d’abonnés desservis par le service d’assainissement collectif vis-à-vis du potentiel d’abonnés relevant de ce service.

Une personne est dite desservie lorsqu’elle est raccordée ou raccordable au réseau d’assainissement collectif raccordé à la station d’épuration de Thonon.

Le potentiel d’abonnés au service d’assainissement collectif est déterminé à partir des orientations du zonage d’assainissement. Sur le territoire, il correspond aux zones desservies par des réseaux séparatifs et unitaires non raccordés à la station d’épuration de Thonon.

**Le taux de desserte est de 86% pour 2016.** Depuis 2010, le taux de desserte a augmenté de 77% à 86%.

#### **4.6 - Autorisations de déversement des effluents industriels**

Cet indicateur permet d'évaluer les performances environnementales du gestionnaire de réseau, c'est-à-dire la maîtrise des déversements d'eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte.

Le tableau figurant en annexe 4 détaille les conventions signées, ainsi que les arrêtés d'autorisation de déversement pris sur le territoire.

### **5. Indicateurs de performance**

#### **5.1 - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indicateur a pour but d'évaluer la connaissance des réseaux d'assainissement, de s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale et de suivre leur évolution.

Le tableau figurant en annexe 5 présente les modalités de calcul de cet indicateur.

Pour 2016, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées s'établit à **la valeur 46** (indice pouvant varier de 0 à 120), similaire à l'année 2015.

#### **5.2 - Nombre de points de réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage**

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

#### **5.3 - Taux de débordement chez les usagers**

Cet indicateur mesure le nombre d'évènements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement. Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

Pour l'année 2016, aucune demande d'indemnisation n'a été déposée.

#### **5.4 - Taux moyen de renouvellement des réseaux**

Cet indicateur complète l'information sur la qualité de la gestion patrimoniale du service donné par l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées.

Pour l'année 2016, 140ml de réseaux ont été réhabilités sur Orcier.

## **5.5 - Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indice qui mesure le niveau d'investissement du service dans la connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux d'assainissement, en temps sec et en temps de pluie vise à évaluer l'effort de protection de la qualité des milieux récepteurs.

En l'état actuel des données sur le fonctionnement des déversoirs d'orages et des mesures de débits, cet indicateur ne peut être renseigné.

Par ailleurs, comme le montre le tableau figurant au 4.3, aucun des déversoirs d'orage du territoire ne reçoit plus de 2000 eq hab de charge polluante, ce qui n'impose pas à la collectivité de déterminer annuellement les périodes de déversement et les débits rejetés.

## **5.6 - Taux de réclamations**

Ce taux constitue un reflet de la qualité du service rendu aux usagers. Il est renseigné avec précision au sein du service, depuis 2009.

On compte un total annuel de **20 réclamations** (8 en 2015) portant principalement sur des questions tarifaires : demande de vérification du tarif, demande d'explications, réclamation rapport.

# **6. Indicateurs financiers**

## **6.1 - Prix du service**

La tarification pratiquée pour l'assainissement est une tarification dite binôme, uniquement pour les usagers dont les effluents sont dirigés vers la station d'épuration de Thonon. Elle est alors composée d'une partie fixe rémunérant les charges fixes du service et d'une partie proportionnelle correspondant au coût du service rendu. La partie proportionnelle applique au volume d'eau consommé, le tarif de l'assainissement.

Pour les autres tarifs (habitants disposant d'un assainissement individuel ou habitants desservis par un réseau unitaire non raccordé vers un ouvrage d'épuration), la tarification est monôme, uniquement proportionnelle à la consommation.

Il existe différentes catégories d'abonnés qui font l'objet d'un tarif différent :

- **les abonnés principaux** (ménages, industriels) : prix de base,
- **les agriculteurs** :
  - compteur commun exploitation/habitation : prix calculé sur la base d'une consommation maximale de 250 m<sup>3</sup>,
  - compteur séparé : prix calculé sur la base d'une consommation à laquelle est éventuellement appliqué un coefficient de dégressivité,

Les tarifs de l'assainissement sont fixés par délibération du conseil communautaire, l'année précédant la consommation à laquelle elle est appliquée. Ils couvrent :

- **les prestations de la communauté de communes** :
  - la collecte et le transport dans les réseaux de la communauté de communes des Collines du Léman,
  - une participation pour les charges fixes du service, uniquement pour les abonnés raccordés sur la station d'épuration de Thonon,

• **les prestations des autres collectivités facturées à la communauté de communes dont les modalités sont fixées, en principe, par convention :**

- le cas échéant, le transport dans les réseaux de la communauté de communes du Bas Chablais et dans les réseaux de la commune de Thonon,
- le traitement à la station d'épuration de SERTE,
- l'édition des factures réalisée par le SIEM pour les communes d'Armoiy, Allinges, Cervens, Draillant, Orcier et Perrignier et par la commune de Le Lyaud.

Le montant des différentes redevances pour l'année 2016 figure dans le tableau suivant :

|  | Collectif |          | Autonome |
|--|-----------|----------|----------|
|  | Séparatif | Unitaire |          |
| <b>Tarif<br/>(€ HT/ m<sup>3</sup>)</b> | 2,15      | 1,37     | 0,49     |
| <b>Abonnement<br/>(€ HT)</b>           | 76,00     | -        |          |

L'indicateur du prix du service prévu par le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 est calculé sur la base d'une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> d'eau (référence INSEE).

Le prix du service en fonction de la situation des usagers en matière d'assainissement est précisé dans le tableau suivant (taux de Tva à 10%):

| Situation de l'abonné | Abonnement | Redevance<br>€ HT pour<br>120 m <sup>3</sup> | Total<br>en € HT | Total<br>en € TTC |
|-----------------------|------------|--|------------------|-------------------|
| séparatif             | 76         | 258,00                                       | 334,00           | <b>367,40</b>     |
| unitaire              |            | 164,40                                       | 164,40           | <b>180,84</b>     |
| autonome              |            | 58,80  | 58,80            | <b>64,68</b>      |

## **6.2 – Autres tarifs**

### *a. Taxe pour économie de fosse toutes eaux (ou Participation pour raccordement à l'égout) :*

Conformément à l'article L1331-7 du Code de la santé publique, la participation pour raccordement à l'égout s'applique aux propriétaires de constructions nouvelles, édifiées postérieurement à la mise en service du réseau d'assainissement collectif auquel ils sont raccordables, pour tenir compte de l'économie d'une installation d'assainissement autonome réalisée par eux.

Cette participation ne peut s'élever au maximum qu'à 80% du coût de fourniture et de pose d'une installation d'assainissement autonome réglementaire. Considérant le coût estimatif d'une telle installation peut varier de 8 000 à 12 000 €, les montants suivants ont été appliqués en 2016 :

- ⇒ Pour les maisons individuelles : 5 473 €,
- ⇒ Pour les immeubles collectifs : 5 473 € pour le premier appartement + 30 % par appartement supplémentaire,
- ⇒ Pour les caravanes : 30 % de 5 473 € soit 1641,9 €,
- ⇒ Pour les hôtels : 5473 € pour les 4 premières chambres + 30 % par tranche de 4 chambres,



- ⇒ Autres (commerçants, industries) : pour les eaux industrielles, la participation est fixée au cas par cas, suivant les modalités de la convention de déversement, et pour les eaux domestiques 5473 € pour les dix premiers employés + 30 % par tranche de 100 employés.

Cette somme ne constituant pas la contrepartie d'une opération située dans le champ d'application de la TVA, elle n'est pas soumise à la TVA.

*b. Droit de branchement (ou participation pour mise en place du siphon)*

En 2014, la communauté de communes a mis en place l'exécution d'office des branchements d'eaux usées sous le domaine public (délibération n°14/2014 du 10 février 2014).

En effet, conformément à l'article L 1331-2 du Code de la santé publique, la collectivité en charge de l'assainissement peut, lors de la construction d'un nouvel égout, exécuter d'office les parties des branchements des maisons existantes situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public et qu'elle est autorisée, à ce titre, à se faire rembourser tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux. Cette disposition est aussi appelée « participation pour mise en place du siphon disconnecteur ».

En 2016, cette participation était fixée à 1 180,00 € HT, soit 1416 € TTC (TVA 20%),

### **6.3 – Recettes d'exploitation**

Le montant des recettes d'exploitation liées à la facturation du service d'assainissement **collectif** s'élève pour 2016 à **1 086 232,59 €** contre 1 028 191,25 € en 2015. Ce montant est en hausse de **+5,6% par rapport à 2015**.

Le montant des recettes de la participation pour financement de l'assainissement collectif et de la participation à la partie publique des branchements (siphons) s'élève pour l'année 2016 à **272 089,71 € soit une augmentation de 4,1% par rapport à l'année 2015 (261 285,05 €)**.

### **6.4 – Financement des investissements**

**Le montant financier des travaux réalisés pendant l'année 2016 s'élève à 601 563,49 € HT.**

Enfin, le montant des amortissements réalisés par la collectivité pour l'année 2016 est de **600 411,91 €**.

### **6.5 - Etat de la dette de la collectivité**

L'état de la dette en € HT de 2016 est présenté dans le tableau suivant

|  |              |
|--|--------------|
| <b>Dette en capital au 1er janvier 2016</b>        | 4 604 968,88 |
| <b>Annuité à payer au cours de l'exercice 2016</b> |              |
| <i>dont intérêt</i>                                | 209 321,02   |

|                                       |                     |
|---------------------------------------|---------------------|
| <i>dont capital</i>                   | 238 687,47          |
| <b>Dette en capital au 31/12/2016</b> | <b>4 366 281,41</b> |
| <b>Ratio dette/habitants</b>          | <b>362 €/hab</b>    |

## **6.6 - Reversement**

La communauté de communes des Collines du Léman reverse une partie de ses recettes de fonctionnement à différentes collectivités qui assurent une prestation de service pour son compte.

### **6.6.1 – SERTE**

A compter de 2010, un différend financier entre le SERTE et la CCCL est apparu. La CCCL ne s'acquitte plus des sommes dues, mais les consignes à la caisse des dépôts et consignation, puisqu'elle souhaitait être associée aux orientations du SERTE.

A la suite de la saisine par le SERTE, la Chambre Régionale des Comptes D'Auvergne-Rhône-Alpes par un avis n°2014-002 en date du 22 janvier 2014, n'a pas retenu la qualification de dépense obligatoire en estimant que cette dépense pouvait être sérieusement contestée.

La CCCL a ainsi continué à prévoir annuellement l'inscription budgétaire des sommes dues en raison de la poursuite du traitement des effluents par le SERTE ; aucun accord entre les parties n'ayant pu être dégagé.

Par requêtes du 19 mars 2015, le SERTE a saisi le Tribunal Administratif en référé et sur le fond afin d'obtenir que la CCCL procède au paiement d'une provision correspondant aux prestations d'épuration de ses effluents réalisées par le SERTE.

A l'issue d'un jugement en référé, du 25 août 2015, la CCCL a été condamnée à verser au SERTE une provision de 769 400,64 euros dont 380 776,86 € TTC.

D'autres instances sont en cours d'instruction par le Tribunal administratif de Grenoble.

### **6.6.2 – Ville de Thonon**

Pour l'utilisation des réseaux de la ville de Thonon, la communauté de communes a reversé à cette collectivité une somme de **13 051,56 €**.

### **6.6.3 – Communauté de communes du Bas-Chablais**

Pour l'utilisation des réseaux de la CCBC à l'aval du PR du Moulin, la communauté de communes reverse 0,042 € HT/m<sup>3</sup> transféré sur le poste du Moulin à la communauté de communes du Bas Chablais, soit une somme de **7 467,43 €** pour 2016.

#### **6.6.4 – SIEM**

Pour la facturation de la partie assainissement sur les communes adhérentes au SIEM, la communauté de communes reverse au Syndicat des Eaux des Moises 1,50 % du montant HT des redevances d'assainissement collectif et autonome et de l'abonnement, jusqu'à 150 000 € HT et 1,00 % du montant HT de la redevance d'assainissement collectif, à partir de 150 000 € HT au SIEM, soit **11 884,42 € au total pour 2016**.

#### **6.6.5 – Le Lyaud**

Pour la facturation de la partie assainissement sur la commune de Le Lyaud, la communauté de communes doit reverser au Lyaud 1,50 % du montant HT des redevances d'assainissement collectif et autonome et de l'abonnement.

Suite à la loi des finances rectificative, le conseil communautaire a délibéré le 16 décembre 2013 pour le reversement de la redevance d'assainissement « modernisation de réseau » qui sera dorénavant prise en charge à partir de 2014 par le gestionnaire du rôle d'eau (SIEM et commune du Lyaud).

#### **6.7 - Montant des impayés sur les factures d'eau de l'année précédente**

Cet indicateur traduit l'optimisation des coûts du service par un juste recouvrement des sommes dues dans un souci de pérennité économique du service.

Pour le Syndicat des Eaux des Moises qui recouvre la redevance assainissement sur 6 des 7 communes du territoire, le montant d'impayés sur les factures d'eau 2016 était de **3 410,74 € TTC**.

Pour la commune de Le Lyaud qui recouvre la redevance assainissement sur sa commune, le montant d'impayés sur les factures d'eau 2016 était de **9 952,83 € TTC**.

#### **6.8 - Compte administratif 2016**

Un extrait du Compte Administratif de l'année 2016 est joint en annexe 6.  
Il montre :

- un taux de réalisation des dépenses d'investissement de **56,95%**
- un taux de réalisation des recettes d'investissement de **50,97%**
- un taux de réalisation des dépenses de fonctionnement de **80,78%**
- un taux de réalisation des recettes de fonctionnement de **107,21%**

## 2<sup>EME</sup> PARTIE : SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 1. - Indicateurs descriptifs du service

#### 1.1- Nombre d'habitants desservis par le service, nombre d'abonnés et volumes

Conformément aux tableaux figurant au paragraphe 4.4 ci-dessus, le nombre d'abonnés desservis par le service public d'assainissement non collectif, c'est-à-dire situés dans la zone d'assainissement non collectif du territoire est de **1050 abonnés, soit une population estimative de 2625 personnes** (ratio moyen de 2.5 habitants par abonnement constaté sur le territoire) répartis de la façon suivante :

|                     | Allinges | Armoiy | Cervens | Drailant | Le Lyaud* | Orcier* | Perrignier | Total          |
|---------------------|----------|--------|---------|----------|-----------|---------|------------|----------------|
| <b>Nbre abonnés</b> | 142      | 334    | 2       | 101      | 209       | 187     | 75         | <b>1 050</b>   |
| <b>Volumes (m3)</b> | 16 729   | 33 680 | 831     | 10 367   | 20 081    | 18 631  | 8 149      | <b>108 468</b> |

\*Les valeurs de Le Lyaud et Orcier sont des données de 2015

Le volume total d'effluents non raccordés et traités par des dispositifs d'assainissement autonome est de **108 468 m<sup>3</sup>**, soit une consommation moyenne de **103,3 m<sup>3</sup> par abonné**.

#### 1.2 - Nombre d'abonnés contrôlés en 2016

Le tableau suivant montre le nombre d'habitations incluses dans la zone non desservie par l'assainissement collectif ayant déjà fait l'objet d'un contrôle (conformité ou fonctionnement) en 2016.

|   | ALLINGES | ARMOY      | CERVENS  | DRAILLANT | LE LYAUD  | ORCIER   | PERRIGNIER | TOTAL      |
|---|----------|------------|----------|-----------|-----------|----------|------------|------------|
| Contrôle de fonctionnement              | 0        | 133        | 0        | 1         | 44        | 0        | 0          | <b>178</b> |
| Contrôle conformité sur dispositif neuf | 3        | 0          | 0        | 0         | 1         | 1        | 0          | <b>5</b>   |
| Contrôle réhabilitation                 | 0        | 1          | 0        | 0         | 0         | 0        | 0          | <b>1</b>   |
| Diagnostic avant tvx raccordement       | 0        | 0          | 0        | 0         | 0         | 0        | 4          | <b>4</b>   |
| Diagnostic suite réclamation            | 0        | 0          | 0        | 0         | 0         | 0        | 0          | <b>0</b>   |
| Diagnostic avant-vente                  | 2        | 2          | 0        | 5         | 5         | 4        | 2          | <b>20</b>  |
| Certificat de lotissement               | 0        | 1          | 0        | 0         | 0         | 0        | 0          | <b>1</b>   |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>5</b> | <b>137</b> | <b>0</b> | <b>6</b>  | <b>50</b> | <b>5</b> | <b>6</b>   | <b>209</b> |

### **1.3 - Mise en œuvre de l'assainissement non collectif**

Cet indicateur permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par la collectivité en assainissement non collectif.

Par application de la grille figurant en annexe 7, **la valeur de l'indice obtenue est de 80** (sur 100 points possibles au total).

### **1.4 – Conformité du SPANC avec objectifs réglementaires**

Suite à la mise en place du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) et afin de se conformer aux obligations prévues par l'article 35 de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, la communauté de communes réalise depuis 2002 le contrôle des installations d'assainissement autonome neuves. Le contrôle porte sur la cohérence de l'installation avec le projet de permis de construire, ainsi que sur le respect des normes et réglementations en vigueur.

La réalisation des contrôles de fonctionnement, c'est-à-dire des installations existantes fait également partie des compétences du service depuis l'année 2004.

L'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que tous les dispositifs du territoire aient été contrôlés au plus tard le 31 décembre 2012, puis ensuite selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Le tableau ci-dessous présente le bilan de l'ensemble des contrôles réalisés depuis la création du service :

|  | Nbre total de dispositifs contrôlés |
|--|-------------------------------------|
| Installation jugées non conformes et ne présentant pas de risque avéré   | 835                                 |
| Installations jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service | 125                                 |
| <b>Total</b>   | <b>960</b>                          |

*\*L'écart entre le nombre de contrôles effectués et le nombre total d'abonnés en ANC sur le territoire s'explique par les foyers qui se sont raccordés au réseau collectif.*

## 2. Indicateurs de performance

### 2.1 - Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif contrôlés en 2016

Concernant les installations contrôlées en 2016, pour des diagnostics vente, un bilan a été fait afin de connaître le taux de conformité.

| Diagnostic vente     | ALLINGES | ARMOY | CERVENES | DRAILLANT | LE LYAUD | ORCIER | PERRIGNIER | TOTAL |
|----------------------|----------|-------|----------|-----------|----------|--------|------------|-------|
| Conforme             | 0        | 1     | 0        | 2         | 0        | 2      | 0          | 5     |
| Non Conforme         | 2        | 1     | 0        | 3         | 5        | 2      | 2          | 15    |
| Taux de conformité % | 0%       | 50%   | 0%       | 40%       | 0%       | 50%    | 0%         | 25%   |

## 3. Indicateurs financiers

### 3.1 – Prix du service

Comme indiqué à l'article 6.1 de la première partie, le montant de la redevance des abonnés du service public d'assainissement non collectif est fixé pour 2016 à **0,49 € HT par m<sup>3</sup> d'eau consommé**.

Pour 120 m<sup>3</sup> d'eau, le prix du service s'élève à **58,8 € HT soit 64,68 € TTC**.

### 3.2 – Recettes d'exploitation

Le montant des recettes d'exploitation liées à la facturation du service d'assainissement non collectif s'élève à **53 342,18 €** contre 54 055,82 € pour 2015, soit une légère baisse de – 1,3% par rapport à l'année 2015.

Le montant de la prime pour les contrôles d'assainissement non collectif versée par l'Agence de l'Eau pour 2016 est de **500 €**.

### 3.3 - Compte administratif 2016

Un extrait du Compte Administratif de l'année 2016 est joint en annexe 6.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 : Etat d'avancement de la programmation pluriannuelle

| Intitulé du projet  | Communes            | Coût travaux (€ HT) | Coût Projet (€ HT) | Maîtrise d'œuvre (projet et consultation)  | Maîtrise d'œuvre (suivi de travaux) | Etat d'avancement Etudes/Travaux                                 | Accord financeurs   |
|---|---------------------|---------------------|--------------------|--|-------------------------------------|--|---|
| Structurant « Cervens-Brécorens »   | Cervens, Perrignier | 1 113 226           | 1 200 000          | DDAF                                       | CCCL                                | Travaux terminés en avril 2009.                                  | <b>SMDEA et AERMC</b>   |
| Collecte chef-lieu de Draillant phase 2   | Draillant           | 451 000             | 496 000            | DDAF                                       | CCCL                                | Travaux terminés en 2008   | <b>SMDEA et AERMC + SIEM pour une partie</b>                      |
| Mise en séparatif RD 903  | Perrignier          | 217 701             | 200 048            | EGIS                                       | EGIS                                | Travaux terminés en 2008<br>Reprise sur contrepenne en 2009      | <b>SMDEA</b>  |
| Collecte eaux usées dans le secteur des Crêtes                                    | Allinges            | 294 577             | 326 617            | CCCL                                       | CCCL                                | Travaux terminés en 2008   | <b>SMDEA</b>  |
| Collecte des eaux usées dans le secteur de la Grange Allard                       | Allinges            | 157 545             | 202 761            | CCCL                                       | CCCL                                | Travaux terminés.  | <b>Pas de subvention mais financement en partie par promoteur</b> |
| Structurant « Noyer-Mâcheron-Châteauvieux – p 3 »                                 | Allinges            | 438 842             | 652 000            | DDAF : avant-projet<br>CCCL : consultation | CCCL                                | Travaux terminés en 2009.  | <b>SMDEA</b>  |
| Structurant le Villard – le Noyer et collecte le Villard 1 <sup>ère</sup> tranche | Perrignier          | 450 565             | 746 300            | CCCL                                       | CCCL                                | Démarrage en juillet 2010<br>Fin des travaux mi 2011             | <b>SMDEA et AERMC</b>   |
| Collecte secteur des Parriaz  | Perrignier          | 161 377             | 134 000            | Cabinet Uguet                              | Cabinet Uguet                       | Travaux terminés   | <b>Financement en partie par PVR</b>                              |
| Structurant « ZA d'Orcier - Les Grands champs –»                                  | Orcier              | 720 000             | 863 000            | Cab. Merlin                                | Cab. Merlin                         | Démarrage des travaux fin 2009.<br>Fin des travaux décembre 2010 | <b>SMDEA et AERMC</b>   |
| Structurant « Thonon – Ermitage »   | Armoy               | 672 000 €           | 650 000            | CCCL                                       | CCCL                                | Travaux terminés en 2013   | <b>SMDEA et AERMC</b>   |
| Structurant Charmoisy-Journaisinaz  | Orcier              | 964 406 €           | 982 700            | Cab. Merlin                                | Cabinet Merlin                      | Travaux terminés 2014  | <b>SMDEA et AERMC, Ville de Thonon</b>                            |
| Mise en séparatif chef lieu de Le Lyaud (1 <sup>ère</sup> tranche)                | Le Lyaud            | 619 016             | 580 000            | Cabinet Uguet : AVP                        | GTR                                 | travaux 2015-2016  | <b>SMDEA, AERMC et DETR Etat</b>                                  |



|  |            |           |         |                      |                      |   |  |
|--|------------|-----------|---------|----------------------|----------------------|---|--|
| Structurant le Villard-le Noyer (2 <sup>ème</sup> tranche) | Perrignier | 414 699 € | 420 000 | Cabinet Uguet        | Cabinet Uguet        | Travaux terminés 2015                               | <b>SMDEA et AERMC, SIEM pour une partie</b>  |
| Mise en séparatif du hameau du Petit Lieu                  | Perrignier | -         | 540 000 | Den Hengst           | Den Hengst           | Début des travaux 09/2016 – fin des travaux 07/2017 | <b>SMDEA, AERMC, Fonds de soutien (Etat)</b> |
| Mise en séparatif de la route de Valère                    | Allinges   | -         | 387 000 | Canel Montmasson/C2I | Canel Montmasson/C2I | Début travaux fin 2016                              | <b>SMDEA, AERMC, Fonds de soutien (Etat)</b> |
| Mise en séparatif du Liège                                 | Drailant   | -         | -       | HBI                  | -                    | Début travaux fin 2017                              | <b>AE, DETR ou FSILP, SMDEA</b>              |

## ANNEXE 2 : Bilan du marché à bons de commande «Petits travaux» pour l'année 2016

| N° BON | DESIGNATION  | Branchement | Regard    | Linéaire   | COUT HT          |
|--------|--|-------------|-----------|------------|------------------|
| 27     | antenne chemin rue du motasson   |             | 3         | 93         | 10 831,82        |
| 28     | antenne chemin du cret tagnoux   |             | 3         | 48         | 6 698,17         |
| 50     | siphon matringe orcier   |             | 1         |            | 3 124,00         |
| 42     | chemin d'orcet orcier antenne tournier   |             | 1         | 12         | 4 279,52         |
| 51     | regard GILLIET Lucien 19 rue du lavoir allinges                                      |             | 1         |            | 2 684,05         |
| 52     | rescellement de tampon allinges  |             |           |            | 1 495,00         |
| 53     | reprise enrobé rd 233  |             |           |            | 1 174,80         |
| 54     | remise à niveau tampon   |             | 1         |            | 1 335,00         |
| 55     | siphon crepy nathalie journaisinaz orcier  |             | 1         |            | 1 980,50         |
| 56     | sondage localisation réseau unitaire route des chambrettes / rue du sanjhon le lyaud |             |           |            | 1 053,80         |
| 58     | antenne les derrys le lyaud  | 6           | 5         | 160        | 32 367,12        |
| 60     | antenne MME GATTELET - Perrignier  |             | 1         | 45         | 10 757,25        |
| 61     | antenne JORDAN - le lyaud  | 1           | 2         | 30         | 12 839,62        |
| 62     | antenne barrillec de goy allinges  |             | 1         |            | 2 557,45         |
|        | <b>Total</b>   | <b>7</b>    | <b>20</b> | <b>388</b> | <b>93 178,10</b> |

## ANNEXE 3: Plan de localisation des postes de refoulement et des déversoirs d'orage

## ANNEXE 4 : Conventions de déversement d'eaux usées non domestiques ou arrêté de déversement des effluents

| Entreprises                             | Communes   | Préconisations   | Signature de la convention ou prise d'un arrêté |
|---|------------|--|---|
| Perrier TP<br>JSMTP<br>Transport Magnin | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raccordement de l'aire de lavage des véhicules, après le déboureur/déshuileur existant</li> <li>- Transmission d'une copie du bon de vidange et suivi des déchets</li> </ul>  | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |
| Fera 74                                 | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séparation des eaux usées industrielles et eaux pluviales</li> <li>- Raccordement de l'aire de lavage des véhicules, après le déboureur/déshuileur existant</li> <li>- Transmission d'une copie du bon de vidange et suivi des déchets</li> </ul>   | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |
| Carrosserie<br>Carminati<br>SIEM        | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un déboureur/séparateur d'hydrocarbures, équipé d'un obturateur automatique, sur la canalisation récoltant les eaux de l'aire de lavage des véhicules</li> <li>- Transmission d'une copie du bon de vidange et suivi des déchets</li> </ul>   | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |
| Chablais<br>goudronnage                 | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raccordement de l'aire de lavage des véhicules, après le déboureur/déshuileur existant</li> <li>- Déconnexion d'une partie des eaux pluviales de toiture reliées au déboureur/séparateur d'hydrocarbures</li> <li>- Transmission d'une copie du bon de vidange et suivi des déchets</li> </ul>  | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |
| Entreprise TP<br>Fontes                 | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de bacs de rétention pour les citernes de carburant et les huiles</li> <li>- Création d'une aire étanchée pour la distribution du carburant et le lavage des véhicules</li> <li>- Mise en place d'un déboureur/séparateur d'hydrocarbures, équipé d'un obturateur automatique, sur la canalisation récoltant les eaux de l'aire de lavage des véhicules</li> <li>- Transmission d'une copie du bon de vidange et suivi des déchets</li> </ul> | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |
| Durr Recyclage                          | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raccordement de l'aire de lavage des véhicules, après le déboureur/déshuileur existant</li> <li>- Transmission d'une copie du bon de vidange et suivi des déchets</li> </ul>  | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |
| Martin SA                               | Allinges   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raccordement des eaux actuellement déversées au milieu naturel</li> <li>- Mise en place d'un système évitant le déversement d'écorces de bois dans le réseau au niveau du poste d'étuvage des bois</li> <li>- Purge périodique du circuit d'eau de l'unité de vapeur</li> <li>- Surveillance annuelle des rejets : analyse physico-chimique et mesures du débit</li> </ul>  | Non<br>Pas de retour du SERTE                   |

## ANNEXE 4 (suite) : Conventions de déversement d'eaux usées non domestiques

| Entreprises                  | Communes   | Préconisations  | Signature de la convention ou prise d'un arrêté              |
|------------------------------|------------|---|--|
| Compostière de Savoie        | Perrignier | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégrillage</li> <li>- Pas de prétraitement spécifique avant rejet</li> <li>- Limitation du débit de fuite</li> </ul>     | Oui<br>Arrêté n°2012-18 du Président signé le 6 février 2012 |
| DURR Recyclage               | Perrignier | - Séparateur hydrocarbures avant rejet EP vers milieu naturel   | Arrêté signé le 8 avril 2013                                 |
| Exploitation horticole BEL   | Le Lyaud   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séparation des eaux usées industrielles et eaux pluviales</li> <li>- Pas de prétraitement avant rejet</li> </ul>         | Non<br>Pas de retour du SERTE                                |
| Coopérative Massif des Moise | Cervens    | - Prétraitement avant rejet des eaux de lavage et de rinçage secondaires, des eaux de lavage de surface, des eaux de lavage des claies.                           | Non  |
| GAEC L'Orée du Bois          | Cervens    | - Neutralisation des effluents avant rejets   | Non  |
| GAEC Les deux Château        | Allinges   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejet dans le réseau des eaux blanches sans prétraitement</li> <li>- Eaux vertes non raccordées sur le réseau</li> </ul> | Oui  |
| GAEC Les deux Savoies        | Le Lyaud   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejet dans le réseau des eaux de lavage uniquement</li> <li>- Lactoserum non raccordé</li> </ul>                         | Non  |
| Laiterie M. Bossus           | Cervens    | - Neutralisation des effluents avant rejets   | Non  |

## ANNEXE 5 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées

*Cet indice permet d'évaluer le niveau de connaissance du réseau d'assainissement et du suivi de son évolution.*

## ANNEXE 6 : Compte administratif des services publics d'assainissement collectif et non collectif

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chapitre   | Total BP     | Réalisé en 2016 | %      |
|--|--------------|-----------------|--------|
| 020- Dépenses imprévues                            | -            | -               |        |
| 040- Opérations d'ordre de transfert entre section | 210 700,00   | 210 627,35      | 99,97% |
| 16- Emprunts et dettes assimilées                  | 251 000,00   | 238 687,47      | 95,09% |
| 20- Immobilisations incorporelles                  | 8 258,00     | 2 950,00        | 35,72% |
| 21- Immobilisations corporelles                    | 26 000,00    | 8 659,14        | 33,30% |
| 23- Immobilisations en cours                       | 1 611 711,32 | 620 910,60      | 38,52% |
| 13- subventions d'investissement                   | 114 900,00   | 114 874,10      | 99,98% |
| 4581- Total des opérations pour le compte de tiers | 160 815,00   | 160 696,42      | 99,93% |
| TOTAL  | 2 383 384,32 | 1 357 405,08    | 56,95% |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chapitre   | Total BP     | Réalisé en 2016 | %       |
|--|--------------|-----------------|---------|
| 021- Virement de la section d'exploitation         | 92 777,00    | -               | -       |
| 040- Opérations d'ordre de transfert entre section | 507 500,00   | 494 411,92      | 97,42%  |
| 13- Subventions d'investissement                   | 1 185 965,00 | 152 100,00      | 12,82%  |
| 16- Emprunts et dettes assimilées                  | -            | -               | 0,00%   |
| 23- Immobilisations en cours                       | 31 400,00    | 31 438,96       | 100,12% |
| 106- Dotations, fonds divers et réserves           | 457 621,72   | 457 621,72      | 100,00% |
| 4582- Total des opérations pour le compte de tiers | 160 815,00   | 106 000,00      | 65,91%  |
| 27- Autres immobilisations financières             | -            | -               |         |
| TOTAL  | 2 436 078,72 | 1 241 572,60    | 50,97%  |

DEFICIT D'INVESTISSEMENT

- 115 832,48

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chapitre   | Total BP     | Réalisé en 2016 | %       |
|--|--------------|-----------------|---------|
| 011 - Charges à caractère général                  | 443 423,00   | 401 332,98      | 90,51%  |
| 012- Charges de personnel et frais assimilés       | 216 200,00   | 216 200,00      | 100,00% |
| 014 - Atténuation de produits                      | 1 400,00     | -               | 0,00%   |
| 65- Autres charges de gestion courante             | 12 224,00    | 4 128,43        | 33,77%  |
| 66 - Charges financières                           | 200 100,00   | 123 725,53      | 61,83%  |
| 67- Charges exceptionnelles                        | 62 000,00    | 2 187,21        | 3,53%   |
| 022- Dépenses imprévues                            | 1 848,64     | -               | 0,00%   |
| 023- Virement à la section d'investissement        | 92 777,00    | -               | 0,00%   |
| 042- Opérations d'ordre de transfert entre section | 507 500,00   | 494 411,92      | 97,42%  |
| TOTAL  | 1 537 472,64 | 1 241 986,07    | 80,78%  |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chapitre  | Total BP     | Réalisé en 2016 | %       |
|---|--------------|-----------------|---------|
| 70-Vente de produits fabriqués, prestations de services | 1 310 200,00 | 1 414 513,72    | 107,96% |
| 74- Subventions d'exploitation                          | 8 300,00     | 10 252,33       | 123,52% |
| 77- Produits exceptionnels                              | 500,00       | 4 614,30        | 922,86% |
| 042- Opérations d'ordre de transfert entre section      | 210 700,00   | 210 627,35      | 99,97%  |
| TOTAL   | 1 529 700,00 | 1 640 007,70    | 107,21% |

|                            |            |
|----------------------------|------------|
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT | 398 021,63 |
|----------------------------|------------|



## ANNEXE 7 – Indicateur du taux de conformité des dispositifs d’assainissement non collectif (P301.3)

## ANNEXE 8 : Calcul indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

| <u>A - Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif</u>                   | <u>OUI</u> | <u>NON</u> | <u>Résultats Obtenus</u> |
|---|------------|------------|--------------------------|
| • Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération  | 20         | 0          | <b>0</b>                 |
| • Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération                               | 20         | 0          | <b>20</b>                |
| • Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans      | 30         | 0          | <b>30</b>                |
| • Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations   | 30         | 0          | <b>30</b>                |
| <u>B - Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif</u>  |            |            |                          |
| • Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations                                     | 10         | 0          | <b>0</b>                 |
| • Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | 10         | 0          | <b>0</b>                 |
| • Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange  | 10         | 0          | <b>0</b>                 |